



Situation des droits de l'homme en republique islamique d'iran

LA RESOLUTION A LA LETTRE

72e session de l'assemblee generale de l'ONU

Octobre 2017

La résolution annuelle de l'Assemblée générale de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran a été un des moyens les plus efficaces par lequel la communauté internationale a exprimé son inquiétude concernant les droits de la population iranienne. La résolution renforce le travail des défenseurs des droits de l'homme iraniens. Elle fournit également aux autorités iraniennes une liste des questions de droits de l'homme qu'elles doivent traiter en priorité, et les encourage à prendre des mesures en vue de réformer les lois et de modifier les pratiques, pour les mettre en conformité avec les obligations internationales de l'Iran.

Ce guide fourni des éléments factuels venant soutenir les paragraphes opératifs du projet de résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU. Les événements contenus dans ce guide ont et lieu entre janvier 2017 et fin septembre 2017.

IMPACT IRAN

PARAGRAPH 8bis: Takes note of the outcome of the Presidential and local council elections of May 2017 and of the peaceful electoral process, which saw high voter turnout and which resulted in an increase in the number of women representatives in local councils, **while expressing concern about the high number of candidates, including all women presidential candidates, who were disqualified through processes that lacked transparency;**

La liberté et l'ouverture du processus électoral en Iran est largement diminué par deux facteurs. D'une part les candidats potentiels sont soumis à un processus extrêmement sélectif de validation, qui empêche une grande partie des candidats de se présenter aux élections. D'autre part, la liberté d'expression est fortement contrainte en période électorale. Le Conseil des Gardiens de la Révolution, un organe dont les membres sont nommés directement ou indirectement par le Guide Suprême, a la responsabilité de la validation des candidats. Le Conseil a disqualifié des milliers de candidats aux élections présidentielles, parlementaires et locales, pour des motifs politiques ou religieux. Alors que 1666 personnes se sont déclarées candidats aux élections présidentielles, seules 6 candidatures ont été validées par le Conseil des Gardiens. Les minorités religieuses n'ont pas le droit de se porter candidats, et aucune femme n'a vu sa candidature validée jusqu'à présent. L'ancien président, Mahmoud Ahmadinejad, a également été disqualifié malgré son passé de Président de la République, 4 ans plus tôt. Par ailleurs, durant la période électorale, les autorités ont augmenté le niveau de censure des médias et d'Internet, ce qui s'est notamment traduit par la fermeture de 12 chaînes Telegram réformistes avant l'élection présidentielle. De plus, des journalistes influents, des personnalités politiques et des militants ont été arrêtés.



14 AVRIL 2017: Azam Taleghani, le Secrétaire-Général de la Société des Femmes de la Révolution Islamique, s'est déclarée candidate aux élections présidentielles. Sa candidature a été rejetée par le Conseil des Gardiens.¹

18 MAI 2017: Des agents gouvernementaux auraient interdit aux candidats de confession Yarsani de se présenter aux élections locales de mai 2017.²

30 MAI 2017: Les autorités ont arrêté sans mandat d'arrêt Reza Golestani, un membre de l'équipe de campagne du camp réformiste, dans la ville de Masha.³



14 AOUT 2017: Les autorités iraniennes ont confirmé l'assignation à résidence de 6 ans prononcé contre trois des leaders de l'opposition, y compris Mir-Hossein Mousavi, Mehdi Karroubi, et Zahra Rahnavard, sans qu'ils aient fait l'objet d'un acte d'accusation ni qu'ils aient été traduits devant un tribunal. Le 29 août 2012, Le Groupe de Travail de l'ONU sur les détentions arbitraires a déclaré l'assignation à résidence arbitraire car résultant de l'exercice de droits protégés par le Pacte International relatif aux droits civils et politiques.⁴

PARAGRAPH 9: Expresses serious concern at the alarmingly **high frequency of the imposition and carrying-out of the death penalty** by the Islamic Republic of Iran, in violation of its international obligations, including the imposition of the death penalty against minors and persons who at the time of the offense were under the age of 18 and executions undertaken for crimes that do not qualify as the most serious crimes, on the basis of forced confessions, or against persons who at the time of their offense were under the age of 18, in violation of both the Convention on the Rights of the Child and the International Covenant on Civil and Political Rights; expresses further concern at the continuing disregard of internationally recognized safeguards, including executions undertaken without notification to the prisoner's family members or legal council; and calls upon the Government of the Islamic Republic of Iran to abolish, in law and in practice, public executions, which are contrary to the 2008 directive seeking to end this practice issued by the former head of the judiciary;

L'Iran a depuis plusieurs années le plus haut taux d'exécutions capitales rapportées à la population. Le pays a mis à mort plus de 530 personnes en 2016 et plus de 450 entre janvier et septembre 2017. La plupart de ces peines capitales ont été prononcées pour des crimes qui ne peuvent être qualifiés de « crimes les plus graves » aux termes du droit international, comme les crimes non-violents liés au trafic de drogue ou le blasphème.

Ces exécutions comprennent des exécutions pratiquées sur des personnes qui étaient mineures au moment des faits qui leur sont incriminés et des exécutions publiques. La majorité des peines capitales sont prononcées par des Tribunaux Révolutionnaires, dont les procédures ne respectent pas les standards internationaux en matière de procès équitable. Ces procédures incluent le refus fréquent de donner accès à un avocat durant la phase d'enquête, l'interdiction faite aux avocats d'accéder au dossier de leur client, et l'utilisation fréquente d'aveux soutirés sous la torture. Il y a eu au moins 5 exécutions de personnes mineures au moment des faits entre janvier et septembre 2017.



JANVIER 2017: La Cour Suprême d'Iran a confirmé la condamnation à mort de Sina Dehghan pour motif « d'insulte au Prophète ». Mme Dehghan a aussi été accusée d'« insulte à l'encontre du Guide Suprême » sur les réseaux sociaux, qui a conduit à une peine additionnelle de 16 mois de prison.⁵

4 JANVIER 2017: La prison de Ghezalhesar dans le Karaj aurait exécuté des prisonniers identifiés comme Khashiar Behrouzi, Mehdi Kavousi, et Anoush Baluch, condamnés pour des crimes liés au trafic de drogue.⁶

14 JANVIER 2017: Les autorités ont pendu 14 prisonniers à la Prison centrale de Karaj, condamnés pour trafic de drogue.⁷

15 JANVIER 2017: Selon certains rapports, la prison Shabab aurait exécuté Arman Bahr Asemani. Il avait 16 ans quand il a été condamné pour homicide.⁸

22 AVRIL 2017: La prison Parsilon dans la province du Lorestan Province aurait pendu un prisonnier identifié comme Mehdi Mirzaie, condamnés pour des crimes liés au trafic de drogue.⁹

23 MAI 2017: Les autorités auraient exécuté un prisonnier connu sous le simple prénom d'«Asqar» dans la prison centrale de Karaj. Asqar avait 16 ans lorsqu'il a été inculpé de meurtre en 1988.¹⁰

5 JUILLET 2017: La Prison centrale de Zahedan aurait pendu trois prisonniers condamnés pour des crimes liés à la drogue. L'un de ces prisonniers, Kabir Denghazehi, n'avait que 13 ans lorsqu'il a été arrêté.¹¹

24 JUILLET 2017: La prison centrale d'Isfahan aurait pendu Javad Mir, qui était mineur au moment des faits qui lui ont été reprochés, ainsi qu'un Afghan simplement identifié par son prénom Habib.¹²



10 AOUT 2017: La prison Adel Abad aurait exécuté Alireza Tajiki, qui n'avait que 15 ans lorsqu'il a été arrêté pour meurtre.¹³

13 AOUT 2017: Le parlement iranien a voté un amendement à la loi sur les drogues, qui s'il est mis en œuvre, mettrait fin à la peine de mort pour un grand nombre de crimes liés à la drogue.¹⁴



27 AOUT 2017: Un Tribunal Révolutionnaire a recondamné à mort le leader spirituel Mohammad Ali Taheri pour avoir enseigné à ses étudiants des «idées anti-islamiques». Monsieur Taheri avait déjà été condamné à mort pour les mêmes motifs en 2015 mais avait été acquitté en appel.¹⁵

14 SEPTEMBER 2017 D'après des rapports, un prisonnier non-identifié a été exécuté en public dans la ville de Salmas, dans la province d'Azerbaïdjan occidental.¹⁶

25 SEPTEMBER 2017 Les autorités auraient exécuté un prisonnier, Tofigh Yousefi, dans la Prison centrale d'Ardebil, condamné pour des crimes liés à la drogue.¹⁷

PARAGRAPH 10: *Calls upon the Islamic Republic of Iran to ensure, in law and in practice, that no one is subjected to torture or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, which may include sexual violence, and punishments that are grossly disproportionate to the nature of the offense, in conformity with amendments to the Penal Code, the constitutional guarantees of the Islamic Republic of Iran and international obligations;*

La torture et autres traitements cruels, inhumains et dégradants sont monnaie courante dans les prisons iraniennes. Les prisonniers rapportent notamment être soumis à des mises à l'isolement prolongés, à des coups, des brûlures, des simulacres d'exécutions, des menaces portant sur leurs familles. Bien que la Constitution et la loi iranienne interdisent officiellement la torture, il n'y a pas de définition claire de ce qui constitue la torture dans le droit iranien. Les personnes en charge des interrogatoires utilisent régulièrement la torture et autres mauvais traitements pour obtenir des aveux de la part de suspects en détention. Ces aveux dont souvent la seule pièce à conviction utilisée par l'accusation dans des affaires où la peine de mort est encourue ou dans des affaires impliquant des prisonniers de conscience. De plus, les allégations de torture ne font que rarement l'objet d'enquête et de poursuite. Le Code Pénal iranien prévoit par ailleurs certaines formes de peines qui sont assimilables à de la torture, dont le fouet, la lapidation et l'amputation. Des centaines de personnes sont condamnés à des peines de coups de fouet tous les ans.



4 JANVIER 2017: . Benham Mosivand, un prisonnier politique détenu à la prison Rajaj Shahr de Karaj, aurait été battu pour ne pas avoir porté l'uniforme de prisonnier, puis on l'aurait empêché d'être transporté à l'hôpital.¹⁸



14 JANVIER 2017: Selon un rapport de l'agence d'information HRANA (Human Rights Activists News Agency), les autorités de la prison Rajaei Shahr à Karaj auraient rendu les conditions de vie des détenus plus difficiles, notamment en limitant les visites et les appels téléphoniques, en ne pourvoyant plus d'eau chaude et en refusant les permissions.¹⁹

8 FEVRIER 2017: Des agents de la prison d'Ardebil auraient enchaîné Abbas Alipur à un poteau pendant deux jours par temps froid, au motif que le prisonnier aurait fait circuler de la drogue.²⁰

22 FEVRIER 2017: Des agents de la prison d'Evin auraient battu et torturé psychologiquement Hamza Darwish, un prisonnier sunnite de 23 ans qui souffre de troubles mentaux. Il a été enchaîné et menotté à son lit, et l'accès aux sanitaires lui a été refusé.²¹

15 MARS 2017: La Cour pénale de la province de Gilan a condamné Mostafa Barari et Arah Shoa Shargh, rédacteurs en chefs du Gilan NO et du Gilan Novin, à respectivement 114 et 40 coups de fouet. Il leur était reproché d'avoir « colporté des mensonges et d'avoir publié sans autorisation », après qu'un membre du Parlement se soit plaint du contenu de leurs sites.²²

12 JUIN 2017: Les autorités auraient condamné au fouet 20 personnes qui ont été prises entrain de manger et de boire hors des heures permises durant le mois de Ramadan.²³

PARAGRAPH 11: *Urges the Islamic Republic of Iran cease enforced disappearances and the widespread and systematic use of arbitrary detention, including the use of such practices to target dual and foreign nationals, and to uphold, in law and in practice, procedural guarantees to ensure fair trial standards, including timely access to legal representation of one's choice from the time of arrest through all stages of trial and all appeals, the right to not be subjected to torture, cruel and inhuman or degrading treatment or punishment and consideration of bail and other reasonable terms for release from custody pending trial;*

L'Iran continue de détenir au moins 700 prisonniers de conscience. La plupart d'entre eux ont été détenus pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'expression, d'association, de rassemblement pacifique ou de religion. Parmi ces prisonniers on trouve des journalistes, des avocats, des défenseurs des droits de l'homme, des artistes, des blogueurs, des travailleurs humanitaires, des membres de parties d'opposition, des militants étudiants et des militants pour les droits des minorités ethniques ou religieuses. Certains de ces prisonniers politiques ont été jugé illégalement. Les procès, souvent conduits à huis-clôt par des tribunaux révolutionnaires, sont souvent marqués par des violations des standards internationaux en matière de procès équitable. Ces violations comprennent l'impossibilité pour l'avocat d'avoir accès au dossier de son client, l'impossibilité faite à l'accusé de présenter une défense, ainsi que des procès expéditifs ne durant parfois que quelques minutes. De nombreux détenus ont rapporté avoir été condamnés uniquement sur la base de confessions obtenue sous la torture.



27 JANVIER 2017: Les autorités ont arrêté Shahnaz Akmal sans qu'aucun motif ait été présenté. Shahnaz est la mère de Mostafa Karimbeigi, qui a été tué par balle par les forces de sécurité durant une manifestation dans le cadre du Mouvement Vert de 2009.²⁴



12 FEVRIER 2017: Saber Naderi, le PDG de Shahir Pouya Software, a été transféré à la prison centrale de Sanandaj après 0 jours à l'isolement. Il était détenu par les services de renseignement sans qu'aucun motif ait été invoqué.²⁵

19 FEVRIER 2017: Les autorités auraient arrêté Leila Haghghatjou, sans qu'aucun motif ait été invoqué, et sans qu'elle ait accès à un avocat. Leila est la sœur de l'ancien membre réformiste du parlement Fatemeh Haghghatjou. Elle a été libérée sous caution pour 220 millions de tomans (\$68'000).²⁶

21 FEVRIER 2017: Les autorités auraient mis en détention le militant politique Majid Asadi, sans qu'aucune charge ne soit portée contre lui, l'ont mis à l'isolement pendant plusieurs mois et l'ont soumis à des interrogatoires répétés.²⁷

22 FEVRIER 2017: Les autorités ont arrêté Payam Shakiba, un étudiant en sciences politiques, et l'ont placé à l'isolement dans une division de la Prison d'Evin. Monsieur Shakiba n'a pas eu accès à un avocat et n'a pas été informé de charges portant contre lui.²⁸



22 FEVRIER 2017: Les autorités ont mis leur veto à la libération sur parole de l'avocat emprisonné Abdolfattah Soltani, qui est en prison depuis plus de 7 ans pour son activité en faveur des droits de l'homme.²⁹

9 MARS 2017: Les autorités auraient arrêté Hengameh Shahidi, une journaliste réformiste et ancienne proche de Mehdi Karroubi, pour des motifs non-dévoilés. Après avoir passé plus de 100 jours à l'isolement, elle a finalement été libérée.³⁰



11 MARS 2017: Ancien rédacteur en chef d'un journal réformiste, Eshan Mazandarani, a fait l'objet d'une arrestation arbitraire violente et a été ramené à la prison d'Evin moins d'un mois après qu'il en soit sorti. La police a expliqué qu'il avait été libéré par erreur alors qu'il purgeait une peine de deux ans depuis juillet 2016.³¹

19 JUIN 2017: Les autorités ont arrêté le photjournaliste Asal Esmalizadeh, qui avait déjà été emprisonné, sans que des charges aient été portées à sa connaissance. Esmalizadeh faisait partie de l'équipe média du Président Hassan Rouhani.³²

17 JUILLET 2017: La justice a condamné Xiyue Wang, un étudiant sino-américain, à 10 ans de prisons pour motif d'espionnage. Sa peine a été confirmée le 8 août 2017 par une cour d'appel.³³

24 JUILLET 2017: La justice a condamné Kianoosh Sanjari, un blogueur et militant des droits de l'homme qui habitait aux Etats-Unis, à 11 ans de prison (dont 5 fermes) pour « propagande contre l'Etat » et pour « être membre d'un groupe illicite ». Il avait été arrêté en octobre 2016, peu après son retour en Iran.³⁴

12 AOÛT 2017: Les autorités auraient fait une descente dans les locaux du journal réformiste Etemad, et y aurait arrêté le journaliste Sasan Aghaei, sans mandat d'arrêt. Sasan avait déjà passé 128 jours en prison en 2009.³⁵



29 AOÛT 2017: Une cour d'appel a confirmé la peine de 10 ans prononcée contre Bagher et Babak Namazi, des citoyens irano-américains. Ils avaient été arrêtés pour espionnage en 2016.³⁶

17 SEPTEMBER 2017: Les autorités ont arrêté Siyavash Hatam, un membre du parti politique Etehad Melat, et l'ont amené à la prison d'Evin, sans qu'un motif n'ait été invoqué pour son arrestation.³⁷

PARAGRAPH 12: *Calls upon the Islamic Republic of Iran to address the poor conditions of prisons, to **eliminate the denial of access to adequate medical treatment** and the consequent risk of death faced by prisoners and to put an end to the continued and sustained house arrest of leading opposition figures from the 2009 presidential elections despite serious concerns about their health, as well as the pressure exerted upon their relatives and dependents, including through arrest, and calls upon the Islamic Republic of Iran to establish credible and independent prison oversight authorities to investigate complaints of abuse;*

Il est fréquent que les autorités iraniennes refusent aux prisonniers l'accès à des soins médicaux, ce qui a pour effet de mettre en danger la santé de nombreux prisonniers, et parfois leurs vies. En effet, dans certains cas, le refus de prise en charge médicale a débouché sur ou contribué au décès de personnes en détention. Des ONGs ont documenté une pratique récurrente par laquelle les autorités utilisent le refus de prise en charge médicale comme une forme de torture, de moyen de pression ou de punition contre des prisonniers de conscience



4 DECEMBER 2016: Les autorités auraient transféré Mohammad Reza Nekounam, un clerc dissident, d'un hôpital vers la prison Salehi, malgré l'insistance des médecins sur le fait qu'il devrait rester sous soins à l'hôpital.³⁸

26 DECEMBER 2016: Foad Yousefi, un prisonnier sunnite qui souffre d'une maladie mentale sévère, a commencé une grève de la faim pour protester contre le refus des autorités de lui permettre de suivre son traitement médical.³⁹

4 JANVIER 2017: Les autorités à la prison d'Evin auraient bloqué le transfert du prisonnier politique Arash Sadeghi, vers un hôpital malgré son état de santé nécessitant une prise en charge médicale d'urgence. Sadeghi aurait alors commencé une grève de la faim de 71 jours d'octobre 2016 au 3 janvier 2017 pour protester contre l'incarcération de sa femme, la militante Golrokh Irai.⁴⁰

12 JANVIER 2017: Des agents de la prison Rajae Shahr auraient refusé la libération urgente du prisonnier politique Mohammad Nazari pour raison médicale, au motif que l'administration pénitentiaire aurait "perdu" les documents nécessaires.⁴¹



14 JANVIER 2017: Les autorités auraient refusé à Navid Kamran, un militant emprisonné, d'avoir accès aux soins appropriés malgré les recommandations des médecins. Monsieur Kamran a besoin de subir deux opérations chirurgicales pour des blessures à la jambe et au genou.⁴²

18 JANVIER 2017: Les autorités auraient refusé le transfert du réalisateur de film kurde et prisonnier politique Kevyan Karimi de la prison d'Evin vers un hôpital où il devait y subir des soins urgents.⁴³

21 JANVIER 2017: Les autorités auraient refusé que soient prodigués les soins nécessaires à Muhammad Esalari, qui était emprisonné à la prison centrale de Tabriz, ce qui a débouché sur son décès. Monsieur Esalari souffrait de problèmes cardiaques importants et s'était vu refusé le transfert à l'infirmerie de la prison.⁴⁴

1 FEVRIER 2017: Les autorités de la prison d'Evin auraient refusé que soit pratiquée une opération à cœur ouvert sur Sabri Hassanpour, un double national irano-néerlandais.⁴⁵



8 AVRIL 2017: Les autorités pénitentiaires auraient refusé à au prisonnier politique Afshin Baymani après que les procédures administratives, et notamment le dépôt de la caution, aient déjà été réglées.⁴⁶

25 JUILLET 2017: Les agents de la prison Abbas auraient refusé d'hospitaliser Mohammad Ali Shamishirzan, un membre de l'ordre soufi Gonabadi. Il avait besoin en urgence d'un traitement contre une maladie du cœur qui n'était pas en la possession de la prison.⁴⁷

27 AOUT 2017: Le journaliste Alireza Rajae subit une opération qui l'ampute de son œil droit et d'une partie de sa mâchoire, à cause d'un cancer qui n'a pas été traité durant sa détention à la prison d'Evin. Monsieur Rajae avait été arrêté en avril 2011 et accusé de « propagande contre l'Etat ». Il était sorti de prison en octobre 2015.⁴⁸

9 SEPTEMBER 2017: LES AUTORITÉS DE LA PRISON D'EVIN ON REFUSÉ LA PRISE EN CHARGE MÉDICALE D'UN CITOYEN AMÉRICAIN EMPRISONNÉ, NIZAR ZAKKA, QUI AVAIT ÉTÉ ARRÊTÉ EN SEPTEMBRE 2015, ACCUSÉ D'ESPIONNAGE ET CONDAMNÉ À DIX ANNÉES DE PRISON.⁴⁹

27 SEPTEMBER 2017: Les autorités pénitentiaires auraient refusé de donner droit à une opération majeure qui devait être pratiquée sur une défenseure des droits des enfants, Atena Daemi, au motif qu'elle a réclamé que ses menottes lui soient enlevées pour l'opération, conformément à ce qui lui avait été promis initialement.⁵⁰

PARAGRAPH 13: *Also calls upon the Islamic Republic of Iran, including the judicial and security branches, to create and maintain, in law and in practice, a safe and enabling environment in which an **independent, diverse and pluralistic civil society** can operate free from hindrance and insecurity; urges the Islamic Republic of Iran to end widespread and serious restrictions, in law and in practice, on the right to **freedom of expression, opinion, association and peaceful assembly**, both online and offline, including by ending harassment, intimidation and persecution of political opponents, human rights defenders, women's and minority rights activists, labour leaders, students' rights activists, academics, film-makers, journalists, bloggers, social media users and social media page administrators, media workers, religious leaders, artists, lawyers, and persons belonging to recognized and unrecognized religious minorities and their families, and further calls upon the Islamic Republic of Iran to release persons arbitrarily detained for the legitimate exercise of these rights, to consider rescinding unduly harsh sentences, including the death penalty and long-term internal exile, for exercising such fundamental freedoms and to end reprisals against individuals, including for cooperating with the United Nations human rights mechanisms;*

L'Iran place de nombreuses restrictions sur les libertés d'expression, d'association, de formation des syndicats, et de rassemblement pacifique. La censure de l'expression, des arts, d'Internet et des médias est monnaie courante. Les organisations de la société civile, y compris les syndicats et les organisations de défenses des droits de l'homme sont souvent fermées de force. Les rassemblements et manifestations pacifiques sont très fréquemment interrompus par la force. Les autorités font un usage massif des arrestations et de la détention pour intimider et décourager les manifestation, organisations et discours qui n'ont pas la faveur des autorités.



11 DECEMBER 2016: Les autorités auraient arrêté Omid Alishenas, un défenseur des droits des enfants, et l'aurait transféré dans la prison d'Evin, pour qu'il y purge une peine de 7 ans de prison. Il a été libéré sous caution le 26 juillet 2017.⁵¹

7 JANVIER 2017: Abdulaziz Azimi Ghadim et Ali Bagheri, militants de la minorité azeri turque, seraient détenus dans la prison d'Evin depuis leur arrestation le 7 janvier 2017. Azimi est l'administrateur d'un compte Telegram appelé « Rationalité, Analyse et Action », qui fournit des articles et commentaires sur les questions touchant l'Azerbaïdjan iranien.⁵²

14 JANVIER 2017: Début du procès de Homayoon Panahi, un poète Hamedani et chercheur en philosophie. Homayoon a été condamné à 6 ans de prison en relation avec un rassemblement à due to a Pasargad pour célébrer le Jour de Cyrus.⁵³

25 JANVIER 2017: Les autorités de la prison de Rajai Shahr à Karaj auraient transféré Soheli Babadi, un prisonnier de conscience, à Bandar Abbas pour qu'il purge sa peine de deux ans d'exile, après qu'il a terminé sa peine de 5 années de prison. Soheli avait été inculpé de blasphème pour avoir écrit des posts satiriques liés à la religion et postés sur Facebook.⁵⁴



4 FEVRIER 2017 Un tribunal révolutionnaire, présidé par le juge Moghise, a condamné le défenseur des droits de l'homme Seyed Mohammad Ebrahimi à un an d'emprisonnement pour avoir été en contact avec le Rapporteur spécial de l'ONU Ahmed Shaheed, ainsi qu'avec les familles d'autres prisonniers politiques, durant sa détention.⁵⁵

8 FEVRIER 2017: Les forces de sécurité à Shiraz auraient arrêté trois syndicalistes, Shabab Karin Aghaei, Jafar Pazhoheshpour, et Hossein Esmaeili. Leur situation actuelle n'est pas connue.⁵⁶

22 MAI 2017: Les autorités auraient arrêté Javad Giashenas, un membre de l'exécutif local de la ville d'Hamadan récemment élu, pour avoir « insulté » le prophète. Il est actuellement en attente de son jugement.⁵⁷

26 JUILLET 2017: Les autorités de la province du Khuzestan auraient détenu au moins 13 travailleurs qui auraient

protester contre le fait que leur paye et assurances sociales n'auraient pas été payées par leur employeur. Huit de ces travailleurs ont été détenus pendant 4 jours sans qu'aucune accusation ne soit portée contre eux, avant d'être finalement remis en liberté.⁵⁸



1 AOUT 2017: Des agents pénitentiaires auraient placé à l'isolement Soheil Arabi, un prisonnier politique purgeant une peine de 7 ans de prison pour son activisme sur les réseaux sociaux. La durée de ce placement à l'isolement nous est inconnu.⁵⁹

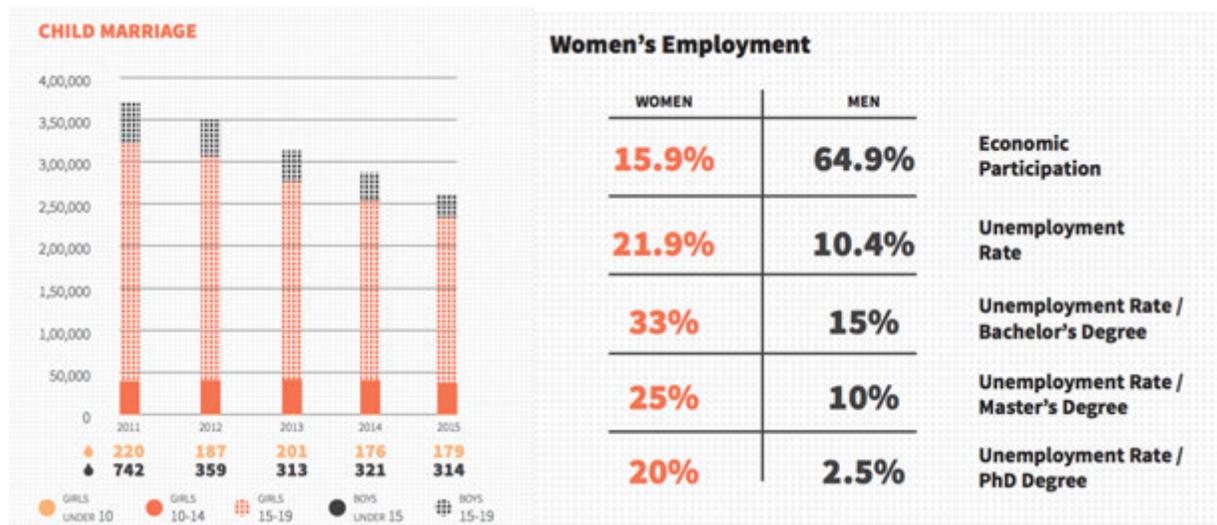


8 AOUT 2017: Les autorités auraient arrêté Reza Shahabi, un syndicaliste membre du conseil d'administration du syndicat des chauffeurs de bus de Teheran, en raison de son travail de syndicaliste. Shahabi est retourné en prison après en avoir été libéré il y a deux ans.⁶⁰

21 AOUT 2017: Les autorités ont arrêté le journaliste réformiste Yaghma Fashkhami pour avoir « agit contre la sécurité nationale » après qu'il ait coopéré avec des organes de presse étranger. Les autorités ont également suspendu son journal "Roozan".⁶¹

PARAGRAPH 14: *Strongly urges the Islamic Republic of Iran to eliminate, in law and in practice, all forms of discrimination and other human rights violations against women and girls, including with respect to the right to freedom of movement, the right to enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, and the right to work, to take measures to ensure protection for women and girls against violence, and their equal protection and access to justice, to address the concerning incidence of child, early and forced marriage, as recommended by the Committee on the Rights of the Child, to promote, support and enable women's participation in leadership and decision-making processes and, while recognizing the high enrollment of women in all levels of education in the Islamic Republic of Iran, to lift restrictions on women's equal access to all aspects of education and women's equal participation in the labour market and in all aspects of economic, cultural, social and political life;*

Malgré quelques améliorations constatées sous l'administration du Président Rouhani, telles que la levée de quelques quotas limitant l'accès des femmes à certains filières universitaires, les femmes en Iran restent sujettes à une discrimination étendue et systématique en droit et en pratique. Les femmes, par exemple, ne peuvent travailler, s'inscrire à l'université ou obtenir un passeport sans la permission de leur tuteur mâle ou de leur mari. Alors que les femmes constituent à peu près la moitié des effectifs à l'université, leur participation économique n'est que de 15,8%, soit quatre fois moins que celui des hommes, d'après des statistiques gouvernementales. Les lois se rapportant au statut personnel accordent aux femmes un statut de subordonné à l'homme et un statut inférieur dans les domaines du mariage, du divorce et de l'héritage. Les autorités iraniennes interdisent aux femmes fans de sport d'entrer dans les stades et de participer à des événements sportifs publics





30 MARS 2017: Les autorités sportives iraniennes auraient interdit à l'équipe féminine iranienne de billard de participer à une compétition en Chine au motif qu'elles auraient « violer le code de conduite islamique », sans que plus de détail ne soit donné sur les violations en question.⁶²



11 JUILLET 2017: Le Président Hassan Rouhani s'est attiré les critiques, et notamment celles de la célèbre défenseure des droits des femmes Asieh Amini, pour ne pas avoir nommé une seule femme à son cabinet malgré les promesses de campagnes faites en ce sens.⁶³

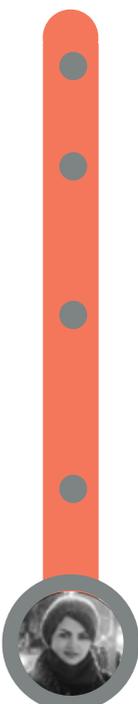


14 AOUT 2017: Selon certains rapports, Aliye Motalebzadeh aurait été condamné à trois ans de prison pour avoir participé à un séminaire à Tbilisi, en Georgie. Madame Motalebzadeh avait été arrêtée le 26 novembre 2016, avec 20 autres défenseures des droits des femmes.⁶⁴

5 September 2017: Deux cent femmes iraniennes qui avaient des tickets pour assister au match de qualification pour la Coupe du Monde entre l'Iran et la Syrie, se sont vues refuser l'entrée dans le stade Azadi. La Fédération Iranienne de Football a par la suite annoncé que ces femmes avaient pu acheter leurs tickets sur le site suite à une « erreur technique ». ⁶⁵

PARAGRAPH 15: *Calls upon the Islamic Republic of Iran to eliminate, in law and in practice, all forms of **discrimination and other human rights violations against persons belonging to ethnic, linguistic or other minorities**, including but not limited to Arabs, Azeris, Balochis, Kurds and Turkmen, and their defenders;*

Malgré les garanties d'égalité contenues dans la Constitution, les personnes appartenant à des minorités ethniques en Iran, dont les Arabes, les Baloutches, les Kurdes, les Turcs Azeri et les Turkmen, continuent de souffrir d'une variété de lois et pratiques discriminatoires à leurs égard. Ces discriminations affectent leur capacité à accéder aux services les plus basiques, tel que le logement, l'eau potable, l'emploi et l'éducation. Les autorités arrêtent et mettent en prison régulièrement des défenseurs des droits des minorités linguistiques ou des défenseurs des droits à un environnement sain. Les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes issus de ces groupes minoritaires, qui mettent en causes ces pratiques discriminatoires, sont elles et eux aussi visés



16 JANVIER 2017: Les forces de sécurité auraient arrêtés les défenseurs des droits de la minorité arabe Eisa Domnaey, Mojahed Zargani, et Naji Heydari, sans qu'ils aient été inculpés de quoique ce soit.⁶⁶

6 FEVRIER 2017: Le Bureau du Renseignement à Ahvaz aurait arrêté Amir Zargani, un iranien arabe militant pour des causes culturelles et environnementales reconnu, sur son lieu de travail. Il aurait été emmené dans un lieu inconnu sans qu'aucun chef d'inculpation ne soit communiqué.⁶⁷

8 FEVRIER 2017: Des agents du Ministère du Renseignement de la ville d'Ahvaz ont arrêté Ali Kab-Aomair, un militant arabe de 17 ans, sans qu'aucun chef d'inculpation ne soit communiqué. Son bras aurait été cassé durant l'interpellation. Kab-Aomair avait récemment protesté contre la pollution de l'air, ainsi que contre l'engagement de l'Iran en Syrie. Il a été détenu pendant plusieurs mois sans avoir accès à un avocat.⁶⁸

19 FEVRIER 2017: Les autorités auraient condamné des défenseurs des droits de l'homme turc azeri, Akbar Azad, Alireza Farshi, Benham Sheikhi, et Hamid Manafi à des peines de prison allant de 10 à 15 ans pour avoir organisé des événements pacifiques autour de la Journée Mondiale de la Langue Maternelle.⁶⁹



23 FEVRIER 2017: Des agents du Ministère du Renseignement auraient arrêté Farzaneh Jalali, une militante iranienne kurde des droits de l'homme et des droits des femmes. Elle a été détenue sans être inculpée pendant presque un mois.⁷⁰

8 MARS 2017: Un Tribunal Révolutionnaire à Téhéran aurait condamné Siamak Mirzaee, un défenseur des droits de l'homme et des droits linguistique des turcs azeris, à 10 ans de prison pour avoir « former un groupe illégal avec le but de porter atteinte à la sécurité nationale ». Cette inculpation a fait suite à sa participation à une manifestation pacifique organisée dans le cadre de la Journée Mondiale de la Langue Maternelle.⁷¹



14 AVRIL 2017: Les autorités ont arrêté Abbas Lesani, un militant des droits des turcs azeri, après qu'il ait appelé l'Etat à reconnaître le droits linguistiques durant un discours prononcé au mariage d'un ami.⁷²

30 JUIN 2017: La police a chargé au bâton une manifestation pacifique à Ghale Babak dans la province d'Azerbaïdjan Oriental, et a arrêté 12 personnes, dont un garçon de 11 ans. Les personnes s'étaient réunis pour protester contre les discriminations dont sont l'objet les turcs azéris.⁷³

7 September 2017: Les forces gouvernementales ont tué 3 Koulbars (des courriers transportant du matériel à travers les montagnes, dans les provinces du Kermanshah, du Kurdistan et d'Azerbaïdjan Occidental), en violation des lois iraniennes. Ces courriers non-armés semblent avoir commencé à transporter illégalement des biens comme le thé et le tabac. Des rapports font aussi état de fréquents tirs par la police contre ces civils non-armés dans la zone frontière de Sistan-Baloutchistan.⁷⁴

PARAGRAPH 16: Expresses serious concern about ongoing severe limitations and **restrictions on the right to freedom of thought, conscience, religion or belief**, restrictions on the establishment of places of worship, attacks against places of worship and burial and other human rights violations, including but not limited to harassment, intimidation, persecution, arbitrary arrests and detention, denial of access to education and incitement to hatred that leads to violence against persons belonging to recognized and unrecognized religious minorities, including Christians, Jews, Sufi Muslims, Sunni Muslims, Yarsanis, Zoroastrians and members of the Baha'i faith and their defenders in the Islamic Republic of Iran, and calls upon the Government of the Islamic Republic of Iran to release all religious practitioners imprisoned for their membership in or activities on behalf of a recognized or unrecognized minority religious group, including the seven Baha'i leaders members of the Baha'i leadership who were declared by the Working Group on Arbitrary Detention of the Human Rights Council to have been arbitrarily detained since 2008, and to eliminate, in law and in practice, all forms of discrimination, including economic restrictions, such as the closure or confiscation of businesses and properties, the cancellation of licences and denial of employment in certain public and private sectors, including government or military positions and elected office, and other human rights violations against persons belonging to recognized and unrecognized religious minorities, and to end impunity for those who commit crimes against persons belonging to religious minorities;

Les minorités religieuses continuent à subir des violations de leurs droits, en droit et en pratique. En particulier, les Baha'is, les communautés religieuses musulmanes minoritaires, les chrétiens convertis et les Yarasans se voient systématiquement de la jouissance de certains droits comme l'accès à l'université, l'accès à l'emploi publique, ou l'obtention de licence professionnelle. Ils et elles sont empêchés d'organiser des rassemblements religieux. Les membres les plus actifs de ces communautés se trouvent pris pour cibles et victimes d'emprisonnement arbitraire, ou d'autres forme de harcèlement.

15 JANVIER 2017: Une Cour d'Appel de Téhéran a confirmé une peine de 5 ans d'emprisonnement pour Ebrahim Firoozī, converti au Christianisme et accusé de prosélytisme.⁷⁵



23 JANVIER 2017: L'Université de Mashhad aurait expulsé une étudiante en ingénierie Baha'i, Sogol Kazemi Bahnamiri, lui refusant la possibilité de passer ses examens finaux et d'être diplômée.⁷⁶

26 JANVIER 2017: L'Université Islamique Azad de Roudehen aurait expulsé 15 étudiants Baha'is entre décembre 2016 et janvier 2017.⁷⁷



11 FEVRIER 2017: Les autorités auraient détenu Hadi Asgari à la prison d'Evin Prison pendant 5 mois sans poursuite ni procès. La détention faisait suite à sa participation à une cérémonie religieuse chrétienne tenue dans une maison en août 201.⁷⁸

20 FEVRIER 2017: Les Gardiens de la Révolution d'Orumiyeh, dans la province d'Azerbaïdjan Occidental auraient arrêté Anohe Rezabakhsh ainsi que son fils Sohail Zargazadeh. Leurs arrestations seraient liées à leurs conversions au christianisme.⁷⁹

13 JUIN 2017: Un tribunal a décidé de libérer sous caution les deux meurtriers Farhang Amiri, un Baha'i qu'ils avaient poignardé à mort, après qu'ils aient avoué l'avoir tué en raison de sa foi. Monsieur Amiri avait été agressé en dehors de sa maison en 2016, dans la ville de Yazd.⁸⁰

6 JUILLET 2017: Un Tribunal Révolutionnaire a condamné 3 ressortissants d'Azerbaïdjan, Yusif Farhadov, Eldar Gurbanov et Bahram Nasibov, ainsi qu'un iranien, Nasser Navard Goltapeh à dix années de prison. Cette condamnation était liée à une réception organisée par des amis chrétiens, à laquelle ils avaient participé. Les Azeris ont depuis été remis en liberté et sont retourné en Azerbaïdjan.⁸¹

22 JUILLET 2017: Les autorités auraient bloqué des sites Internet rattachés à l'ordre soufi Gonabadi. Les sites contenaient des discours du dirigeant de la communauté, Nour Ali Tabandeh, ainsi que des articles sur le mysticisme.⁸²

17 AOUT 2017: Les autorités auraient battu et arrêté 13 arabes sunnites pour avoir prié en public à Ahvaz, dans la province du Khuzrstan.⁸³

25 SEPTEMBER 2017: Au moins 100 étudiants Baha'is qui avaient passé avec succès les tests d'entrée à l'université, se sont vu empêchés de s'inscrire.⁸⁴

Sources:

¹ Center for Human Rights in Iran, Prominent Political Activist Continues Fight for Gender Equality in Iran's 2017 Presidential Election, (18 April 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/04/prominent-political-activist-continues-fight-for-gender-equality-in-irans-2017-presidential-election/>

² Center for Human Rights in Iran, Most Yarsani Religious Minority Candidates Disqualified From Iran's 2017 Councils Elections, (18 May 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/05/most-yarsani-religious-minority-candidates-disqualified-from-irans-2017-councils-elections/>

³ Center for Human Rights in Iran, Top Reformist Campaign Staff Member Arrested in Front of Children Without Warrant, (1 June 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/06/top-reformist-campaign-staff-member-arrested-in-front-of-children-without-warrant/>

⁴ Special rapporteur report. (14 August 2017). p. 23.

⁵ Article 19, Death sentence imposed on Sina Dehghan is an affront to Iran's own criminal code (29 March 2017) <https://www.article19.org/resources.php/resource/38694/en/iran:-death-sentence-imposed-on-sina-dehghan-is-an-affront-to-iran%E2%80%99s-own-criminal-code>.

⁶ Iran Human Rights, Iran: Seven Prisoners Executed on Drug Charges, (4 January 2017)- <https://iranhr.net/en/articles/2749/>

⁷ Iran Human Rights, Iran: 26 Prisoners Including Two Women Hanged, (15 January 2017)- <https://iranhr.net/en/articles/2762/>

⁸ Report of the Special Rapporteur, (14 August 2017) . P.13.

⁹ Iran Human Rights, Iran: Prisoner Hanged on Drug Charges, (22 April 2017)- <https://iranhr.net/en/articles/2851/>

¹⁰ Amnesty International, Execution of man arrested at 16 exposes Iran's disregard for child rights, (25 May 2017)- <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/05/execution-of-man-arrested-at-16-exposes-irans-disregard-for-child-rights/>

¹¹ The Baluch Campaign. (15 January 2017). <http://www.balochcampaign.info/?p=11750>

¹² Iran Human Rights, Iran: Three People Including Afghan Citizen Executed on Drug Charges, (25 July 2017)- <https://iranhr.net/en/articles/2983/>

¹³ Abdolrahman Boroumand Foundation, UN Special Rapporteur: Execution of Alleged Juvenile Offender Alireza Tajiki "Truly Shocking", (8 August 2017), <http://blog.iranrights.org/un-special-rapporteur-execution-of-alleged-juvenile-offender-alireza-tajiki-truly-shocking/>

¹⁴ Islamic consultive assembly news agency.(14 August 2017). <http://www.icana.ir/Fa/News/344360/>

¹⁵ Abdolrahman Boroumand Foundation, Revolutionary Court Sentenced Spiritual Teacher Mohammad Ali Taheri to Death, (27 August 2017)- <https://www.iranrights.org/library/document/3226>

- ¹⁶ Iran Human rights. (14 September 2017). <https://iranhr.net/fa/articles/3057/>
- ¹⁷ Iran Human rights. (25 September 2017). <https://iranhr.net/fa/articles/3076/>
- ¹⁸ HRANA (Human Rights Activists News Agency), Behnam Mosivand Returned to Prison by the End of His Furlough, (4 February 2017)- <https://www.en-hrana.org/behnam-mosivand-returned-prison-end-furlough>
- ¹⁹ HRANA, Concerns Rise about Putting New Pressure on Sunni Prisoners, (14 January 2017)- <https://www.en-hrana.org/concerns-rise-putting-new-pressure-sunni-prisoners>
- ²⁰ HRANA, A Prisoner Chained to the Flagpole in the Yard of Ardebil Prison, (11 May 2017)- <https://www.en-hrana.org/prisoner-chained-flagpole-yard-ardebil-prison>
- ²¹ HRANA, A Sunni Prisoner Beaten Severely in the Hospital, (25 February 2017)- <https://www.en-hrana.org/sunni-prisoner-beaten-severely-hospital>
- ²² HRANA, 2 Journalists Sentenced to Lashes in Gilan Province, (15 March 2017)- <https://www.en-hrana.org/2-journalists-sentenced-lashes-gilan-province>
- ²³ Iran Human Rights, Iran: 20 people lashed for eating or drinking during Ramadan fasting hours, (12 June 2017)- <https://iranhr.net/en/articles/2909/>
- ²⁴ United for Iran, Iran Prison Atlas: Shahnaz Akmali - <https://ipa.united4iran.org/en/prisoner/3191/>
- ²⁵ Kurdistan human rights network. (28 January 2017). <http://kurdistanhumanrights.net/fa/?p=2362>
- ²⁶ Center for Human Rights in Iran, Revolutionary Guards Try to Silence US-Based Iranian Dissident by Arresting Her Sister, (15 February 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/02/irgc-arrest-leila-haghighatjou/>
- ²⁷ United For Iran, Iran Prison Atlas: Majid Asadi- <https://ipa.united4iran.org/en/prisoner/1037/>
- ²⁸ Center for Human Rights in Iran, Student Arrested by Intelligence Ministry Held in Solitary Confinement Without Charge, (24 April 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/04/student-arrested-by-intelligence-ministry-held-in-solitary-confinement-without-charge/>
- ²⁹ United for Iran, Iran Prison Atlas: Abdolfattah Soltani - <https://ipa.united4iran.org/en/prisoner/775/>
- ³⁰ Amnesty International, Iran: Fears grow for health of jailed journalist on hunger strike, (7 April 2017)- <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/04/iran-fears-grow-for-health-of-jailed-journalist-on-hunger-strike/>
- ³¹ Center for Human Rights in Iran, IRGC Violently Arrests Reformist Editor One Month After Release From Evin Prison, (14 March 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/03/irgc-violently-arrests-reformist-editor-one-month-after-release-from-evin-prison/>
- ³² Center for Human Rights in Iran, Photojournalist Who Worked for Rouhani's Presidential Campaign Arrested Without Charge, (22 June 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/06/photojournalist-who-worked-for-rouhanis-presidential-campaign-arrested-without-charge/>
- ³³ Center for Human Rights in Iran, Details of US Student's 10-Year Sentence in Iran Reveal Yet Another Arbitrary Prosecution of a Western National, (17 July 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/07/us-student-10-year-sentence-in-iran/>
- ³⁴ HRANA, (24 July 2017)- <https://www.hra-news.org/2017/hranews/a-11630/>.
- ³⁵ Center for Human Rights in Iran, Editor of Prominent Iranian Reformist Newspaper Etamad Arrested for Fourth Time, (16 August 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/08/editor-of-prominent-iranian-reformist-newspaper-etamad-arrested-for-fourth-time/>
- ³⁶ Center for Human Rights in Iran, Namazis Lose Appeal Against 10-Year Prison Sentence. (29 August 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/08/namazis-lose-appeal-against-10-year-prison-sentence/>
- ³⁷ Saham News agency. (17 September 2017). <http://sahamnews.org/2017/09/307716/>
- ³⁸ Amnesty International, Iran: Dissident Iranian Cleric in need of medical care, (20 January 2017)- <https://www.amnesty.org/en/documents/mde13/5530/2017/en/>
- ³⁹ HRANA, Foad Yousefi in a Critical Health Condition in Rajaei Shahr Prison, (28 January 2017)- <https://www.en-hrana.org/foad-yousefi-critical-health-condition-rajaei-shahr-prison>
- ⁴⁰ Amnesty International, Iran's authorities endangering life of critically ill imprisoned activist by refusing hospital transfer, (4 January 2017)- <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/01/irans-authorities-endangering-life-of-critically-ill-imprisoned-activist-by-refusing-hospital-transfer/>
- ⁴¹ Center for Human Rights in Iran, Judiciary Cites "Lost" Case Files in Denying Man Imprisoned for 23 Years Medical Care, (18 January 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/01/mohammad-nazari-271-month-imprisonment/>
- ⁴² HRANA, Navid Kamran Deprived of Proper Medical Treatment in Evin Prison, (14 January 2017)- <https://www.en-hrana.org/navid-kamran-deprived-proper-medical-treatment-evin-prison>
- ⁴³ Center for Human Rights in Iran, Award-Winning Kurdish filmmaker denied urgent hospitalization by Evin prison authorities, (19 January 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/01/keyvan-karimi-filmmaker-hospitalization/>
- ⁴⁴ HRANA, One prisoner died in Tabriz prison/ Habib Sasanian in critical health condition, (21 January 2017)- <https://www.en-hrana.org/tag/muhammad-esalari>

- ⁴⁵ Amnesty International, Iran: Dutch-Iranian prisoner denied heart surgery: Sabri Hassanpour, (28 April 2017)- <https://www.amnesty.org/en/documents/mde13/6153/2017/en/>
- ⁴⁶ HRANA, Afshin Baymani Deprived of Medical Furlough Despite Critical Condition, (8 April 2017)- <https://www.en-hrana.org/afshin-baymani-deprived-medical-furlough-despite-critical-condition>
- ⁴⁷ Center for Human Rights in Iran, Sufi Devotee With Heart Disease Denied “Urgent” Medical Care in Bandar Abbas Prison, (25 July 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/07/sufi-devotee-with-heart-disease-denied-urgent-medical-care-in-bandar-abbas-prison/>
- ⁴⁸ Center for Human Rights in Iran . Journalist Loses Eye and Part of His Face to Cancer Untreated While in Prison. (4 September 2017). <https://www.iranhumanrights.org/2017/09/journalist-loses-eye-and-part-of-his-face-to-cancer-untreated-while-in-prison/>.
- ⁴⁹ Center for Human Rights in Iran. “Evin Prison Director Accused of Denying Outside Medical Care For Imprisoned US Resident Nizar Zakka” (9 September 2017). <https://www.iranhumanrights.org/2017/09/evin-prison-director-accused-of-denying-outside-medical-care-for-imprisoned-us-resident-nizar-zakka/>
- ⁵⁰ Hrana News agency (25 September 2017). <https://www.hra-news.org/2017/hranews/a-12552/>
- ⁵¹ Amnesty International, Iran: Further Information: Imprisoned Iranian must be released: Omid Alishenas, (23 June 2017)- <https://www.amnesty.org/en/documents/mde13/6560/2017/en/>
- ⁵² “Report on the situation of Iranian Azerbaijanis regarding human rights”. AHRAZ. (10 October 2017). <http://www.ahraz.org/report-on-the-situation-of-iranian-azerbaijanis-regarding-human-rights-7> .
- ⁵³ HRANA, Homayoon Panahi Still Under Detention in Shiraz, (14 January 2017)- <https://www.en-hrana.org/homayoon-panahi-still-detention-shiraz>
- ⁵⁴ HRANA, Soheil Babadi Released from Prison and Sent to Exile, (26 March 2017)- <https://www.en-hrana.org/soheil-babadi-released-prison-sent-exile>
- ⁵⁵ HRANA, Seyed Mohammad Ebrahimi Sentenced to 1 Year Imprisonment, (4 February 2017)- <https://www.en-hrana.org/seyed-mohammad-ebrahimi-sentenced-1-year-imprisonment>
- ⁵⁶ HRANA, 3 Workers Arrested in Shiraz, (17 April 2017)- <https://www.en-hrana.org/3-workers-arrested-shiraz>
- ⁵⁷ Center for Human Rights in Iran, Newly Elected Reformist Council Member Arrested For Calling Prophet Mohammad “Secular”, (25 May 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/05/newly-elected-reformist-council-member-arrested-for-calling-prophet-mohammad-secular/>
- ⁵⁸ Center for Human Rights in Iran, Iranian Sugar Plant Workers Detained Without Bail After Protesting Unpaid Wages and Benefits, (31 July 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/07/iranian-sugar-plant-workers-detained-without-bail-after-protesting-unpaid-wages-and-benefits/>
- ⁵⁹ Center for Human Rights in Iran, Political Prisoner in Solitary Confinement for Hunger Striking Against Wife’s Detention, (4 August 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/08/political-prisoner-in-solitary-confinement-for-hunger-striking-against-wifes-detention/>
- ⁶⁰ Center for Human Rights in Iran, Prominent Labor Activist Returns to Prison After Medical Leave “Unapproved” by Prosecutor, (9 August 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/08/prominent-labor-activist-returns-to-prison-after-medical-leave-unapproved-by-prosecutor/>
- ⁶¹ Human Rights Watch, Iran: Free Unjustly Held Journalists, (12 September 2017)- <https://www.hrw.org/news/2017/09/12/iran-free-unjustly-held-journalists>
- ⁶² Center for Human Rights in Iran, Iranian Female Billiard Players Banned From Competing for Alleged “Un-Islamic Conduct”, (4 April 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/04/iranian-female-billiard-players-banned-from-competing-for-alleged-un-islamic-conduct/>
- ⁶³ Center for Human Rights in Iran, Rights Activists Urge Rouhani to Nominate Women to His Cabinet, (11 July 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/07/rights-activists-urge-rouhani-to-nominate-women-to-his-cabinet/>
- ⁶⁴ Center for Human Rights in Iran, Iranian Women’s Rights Activist to Serve Three Years in Prison For Attending Seminar, (17 August 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/08/iranian-womens-rights-activist-to-serve-three-years-in-prison-for-attending-seminar/>
- ⁶⁵ Center for Human Rights in Iran, <https://www.iranhumanrights.org/2017/09/iranian-women-banned-from-world-cup-stadium-game-while-female-syrian-fans-allowed-entry/>, (6 September 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/09/iranian-women-banned-from-world-cup-stadium-game-while-female-syrian-fans-allowed-entry/> .
- ⁶⁶ HRANA, 3 Arab Activists Arrested in Ahvaz, (6 March 2017)- <https://www.en-hrana.org/3-arab-activists-arrested-ahvaz>
- ⁶⁷ HRANA, An Arab Activist Arrested in Ahvaz, (5 April 2017)- <https://www.en-hrana.org/arab-activist-arrested-ahvaz-2>
- ⁶⁸ Center for Human Rights in Iran, Intelligence Ministry Violently Arrests Teenage Ethnic Arab Activist in Khuzestan, (15 February 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/02/intelligence-ministry-violently-arrests-teenage-ethnic-arab-activist-in-khuzestan/>
- ⁶⁹ Ibid.
- ⁷⁰ Center for Human Rights in Iran, Iranian-Kurdish Activist Lured to Government Office and Arrested by Intelligence Ministry, (1 March 2017)- <https://www.iranhumanrights.org/2017/03/farzaneh-jalali-womens-right-activist-arrested/>
- ⁷¹ Association for the human rights of the Azerbaijani people in Iran, Turk civil right activist on hunger strike in Iran, (24 June 2017)- <http://www.ahraz.org/693-2/>

⁷² Ibid.

⁷³ Ibid.

⁷⁴ Shargh news agency. (7 September 2017). <http://www.sharghdaily.ir/News/140639/>

⁷⁵ Center for Human Rights in Iran, Five-Year Prison Sentence Upheld Against Christian Convert for Missionary Activities, (29 March, 2017)-
<https://www.iranhumanrights.org/2017/03/five-year-prison-sentence-upheld-against-christian-convert-for-missionary-activities/>

⁷⁶ HRANA, A Baha'i Student Expelled from the University, (19 March 2017)-
<https://www.en-hrana.org/bahai-student-expelled-university>

⁷⁷ Center for Human Rights in Iran, Iranian University Conceals Evidence of Expelling Baha'i Students for Religious Beliefs, (26 January 2017)-
<https://www.iranhumanrights.org/2017/01/bahai-deprived-of-education/>

⁷⁸ HRANA, 3 Prisoners Ended Their Hunger Strikes in Evin Prison, (26 April 2017)-
<https://www.en-hrana.org/3-prisoners-ended-hunger-strikes-evin-prison>

⁷⁹ Center for Human Rights in Iran, Iranian Catholic Converts Arrested in Northwestern Iran, (6 March 2017)-
<https://www.iranhumanrights.org/2017/03/iranian-catholic-converts-arrested-in-northwestern-iran/>

⁸⁰ Baha'i International Community, Murderers of a Baha'i Released on Bail, (13 June 2017)-
<https://www.bic.org/news/murderers-bahai-released-bail>

⁸¹ Center for Human Rights in Iran, Four Christian Converts Sentenced to 10 Years Imprisonment in Trial Lacking Due Process, (6 July, 2017)-
<https://www.iranhumanrights.org/2017/07/four-christian-converts-sentenced-to-10-years-imprisonment-in-iran-in-trial-lacking-due-process/>

⁸² Majzooban Noor new Agency.(9 July 2017). <https://www.majzooban.org/fa/index.php/2016-01-06-22-22-54/15772-2017-07-10-12-13-00> .

⁸³Center for Human right in Iran,Sunni Arabs Beaten and Arrested in Iran For Praying in Public.(17 August 2017). <https://www.iranhumanrights.org/2017/08/sunni-arabs-beaten-and-arrested-in-iran-for-praying-in-public/>

⁸⁴Center for Human right in Iran. Iranian Baha'i Students Offered University Enrollment in Exchange For Renouncing Their Faith.(25 September 2017).
<https://www.iranhumanrights.org/2017/09/iranian-bahai-students-offered-university-enrollment-in-exchange-for-renouncing-their-faith/>